

Vers une solution durable et négociée pour la crise iranienne

À l'heure où les relations entre l'Iran et les États-Unis connaissent une nouvelle crispation avec la rencontre entre des bâtiments de la marine américaine et des vedettes des gardiens de la révolution iranienne, la communauté internationale ne doit pas laisser au seul dialogue bilatéral entre les USA et l'Iran le soin de résoudre la crise iranienne. Les déclarations intempestives du gouvernement américain, stigmatisant le régime iranien, ne font que rassembler la population autour du président.

La volonté iranienne de posséder la technologie nucléaire civile ne peut être condamnée a priori. La mise en place de cette technologie doit impérativement se faire dans les conditions de sécurité qui ne permettront pas de nucléariser militairement un peu plus le Moyen-Orient. La volonté affichée par Mahmoud Ahmadinejad de posséder l'arme atomique ne peut être acceptable dans un contexte d'instabilité de l'ensemble de la région, de conflits multiples et de réduction des arsenaux nucléaires mondiaux.

Tout en refusant de voir l'Iran se doter de l'arme atomique, il nous faut prendre en compte la situation régionale de ce pays et sa situation diplomatique et géostratégique avec les pays présents au Moyen-Orient qui possèdent cette arme (Russie, Chine, Pakistan, Israël, États-Unis, Royaume-Uni et France). Vouloir contraindre militairement l'Iran à abandonner son programme serait contreproductif et dangereux pour la stabilité du monde. En effet, adopter une telle solution reviendrait à ignorer le contexte régional et historique de l'Iran.

Nous devons utiliser cette crise nucléaire pour négocier avec l'Iran et l'ensemble des pays de la région des avancées sur le plan des droits humains. En effet, la théocratie iranienne nie depuis son origine les droits humains en pratiquant des exécutions publiques par lapidation ou pendaison. De plus, les arrestations arbitraires pour non-respect du code vestimentaire sont de plus en plus fréquentes pour les femmes et les jeunes. Les droits des femmes concernant leur sexualité sont continuellement bafoués, cela aboutit à un apartheid sexuel. Les droits des personnes homosexuelles sont également bafoués par l'État qui par la voie du président Mahmoud Ahmadinejad nie même l'existence d'homosexuels en Iran lors de son discours devant l'université de Colombie.

La structure institutionnelle iranienne ne fait pas du président Ahmadinejad le seul dirigeant. Cette construction qui permet la tenue d'élections doit être prise en compte lors des négociations, en étant cependant conscient de leurs limites démocratiques. Il nous faut soutenir l'opposition démocratique interne qui au travers notamment des intellectuels et des artistes permet la mise en place d'une alternative au pouvoir actuellement en place et une réintégration de l'Iran sur la scène internationale. Seule cette solution permettra de construire une solution de paix et de stabilité durable pour la région. La question iranienne est également liée au conflit israélo-palestinien et aux troubles entre le Liban et la Syrie. Les solutions à trouver lors des négociations devront donc également prendre en compte ces problématiques comme faisant partie intégrante des volontés de l'Iran de retrouver son importance dans la zone d'influence perse et sur l'ensemble du Moyen-Orient en s'affirmant comme puissance régionale.

L'Organisation des Nations Unies doit conduire les négociations en s'appuyant sur les initiatives existantes entreprises notamment par l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. Le Mouvement des Jeunes Socialistes rejette toute action française ou internationale qui conduirait vers une solution militaire ou un durcissement de la crise actuelle à l'image des déclarations de la diplomatie française fin 2007 et de l'administration américaine suite à la crise du détroit d'Ormuz.